

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

BIMENSUEL
*Paraissant les 15 et 30
de chaque mois*



**23 DHIELGHIEDA 1413
15 mai 1993**

35^e année

Sommaire

II - DÉCRETS, ARRÊTÉS, DÉCISIONS

Présidence de la République

Actes Réglementaires
2 mai 1993

Décret n° 34 93 portant ouverture de la 2ème session ordinaire du Parlement pour l'année 1993

Ministère de la Défense Nationale

Actes Divers

7 avril 1993

Décision n° 805 portant rectificatif de la décision n° 901 / MDN du 7 / 10 / 92, portant mise à disposition des Officiers de l'Armée Nationale.

7 avril 1993

Décision n° 807 portant acceptation de démission de personnel non-officier de la Gendarmerie Nationale.

14 avril 1993

Décision n° 828 portant acceptation de démission d'un militaire de la Gendarmerie Nationale.

Ministère de la Justice

Actes Divers

13 avril 1993

Arrêté n° 209 portant cessation définitive de fonction pour cause de décès d'un magistrat.

14 avril 1993

Décret n° 31-93 portant nomination de certains Magistrats Titulaires.

Ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications

Actes Divers

7 avril 1993

Arrêté n° 199 portant détachement de plein droit de certains fonctionnaires.

7 avril 1993

Arrêté n° 200 constatant la cessation définitive de fonction pour cause de décès d'un fonctionnaire.

14 avril 1993

Arrêté n° 222 portant nomination et titularisation d'élèves inspecteurs de police.

Ministère des Finances

Actes Réglementaires

14 avril 1993

Décision n° 822 portant le versement de la contribution de la Mauritanie à l'O.M.V.E.

18 avril 1993

Décision n° 850 portant le versement de la contribution de la République Islamique de Mauritanie au groupe des États d'Afrique des Caraïbes et du Pacifique (groupe A.C.P.).

Ministère du Plan

Actes Réglementaires

4 mars 1993

Décret 93 37 / l'portant création d'un compte d'affectation spéciale intitulé " subvention structurel".

Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime**Actes Réglementaires**

22 avril 1993

Décret 93 - 058 Complétant les dispositions de l'article 12 du décret 89-100 du 26 juillet 1989 relatif au Code de l'Eau et au Code de la Pêche, général d'application de l'ordonnance 88-144 du 30 octobre 1988 portant Code des Pêches.

Ministère des Mines et de l'Industrie**Actes Réglementaires**

21 avril 1993

Arrêté n° R - 051 autorisant la direction de l'Hydraulique à importer des substances et produits chimiques.

Ministère du Développement Rural et de l'Environnement**Actes Réglementaires**

18 avril 1993

Arrête n° R - 050 fixant les attributions des services et divisions de la direction administrative et financière du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement

20 avril 1993

Arrête n° 237 portant création, organisation et attributions de la cellule de Coordination et de Suivi des Activités de Développement Rural et de l'Environnement

20 avril 1993

Arrête n° 238 portant création, organisation et attributions du bureau des affaires financières et de gestion

20 avril 1993

Arrête n° 239 portant création, organisation et attributions de la cellule de planification et de suivi des activités de développement rural et de l'environnement

Actes Divers

4 avril 1993

Arrête n° 196 portant nomination des délégués régionaux du Développement Rural et de l'Environnement.

Ministère de l'Équipement et des Transports**Actes Divers**

24 avril 1993

Décret n° 93-059 Portant nomination du Directeur Général Adjoint de la SOCOGIM.

Ministère de l'Éducation Nationale**Actes Divers**

11 avril 1993

Arrête n° 204 portant nomination et titularisation d'une institutrice

28 avril 1993

Décret n° 93-061 bis portant nomination du Président et des membres du Conseil d'Administration de l'Institut des Langues Nationales.

Ministère de la Fonction Publique, du Travail, de la Jeunesse et du Sport**Actes Réglementaires**

13 avril 1993

Arrêté n° R - 049 portant équivalence de diplômes

24 avril 1993

Décret n° 93-061 relatif à la composition, à l'organisation et au fonctionnement du Conseil National de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative.

Actes divers

10 avril 1993

Arrête n° 201 portant nomination des membres de la commission nationale des colonies

18 avril 1993

Arrête n° 225 constatant le décès d'un fonctionnaire

18 avril 1993

Arrête n° 226 portant nomination et titularisation d'un professeur licencié

18 avril 1993

Arrête n° 227 portant nomination et titularisation d'une technicienne supérieure de service

18 avril 1993

Arrête n° 228 portant titularisation d'un professeur licencié stagiaire

18 avril 1993

Arrête n° 229 constatant la démission d'un fonctionnaire pour abandon de poste

18 avril 1993

Arrête n° 231 portant titularisation d'un professeur licencié stagiaire

18 avril 1993

Arrête n° 232 portant nomination et titularisation d'un administrateur des régies financières

Ministère de la Santé et des Affaires sociales**Actes divers**

13 avril 1993

Arrête n° 208 portant ouverture d'un cabinet dentaire.

Ministère de la Culture et de l'Orientation Islamique**Actes Divers**

7 avril 1993

Arrête n° R 048 abrogeant et remplaçant l'arrête n° 96 en date du 1-6-88 portant création d'un institut islamique à Nouadhibou.

III - ANNONCES LEGALES

Présidence de la République

Actes Réglementaires

Décret n° 34-93 du 2 mai 1993 portant ouverture de la 2ème session ordinaire du Parlement pour l'année 1993.

ARTICLE PREMIER - La seconde session ordinaire du Parlement pour l'année 1993 sera ouverte le lundi 10 mai 1993 à 10 heures.

ART.2. Le présent décret institue une procédure d'urgence et a pour objet de garantir la République islamique de M

Ministère de la Défense Nationale

Actes Divers

Décision n° 805 du 7 avril 1993 portant rectificatif de la décision n° 901 / MDN du 7/10/92, portant mise à la retraite de certains sous - Officiers de l'Armée Nationale.

ARTICLE PREMIER. - L'article premier de la décision n° 901 / MDN du 7 octobre 1992, portant admission à la retraite de certains sous - officiers de l'Armée Nationale est rectifié comme suit: au lieu de N'Dongo Adoubecrine, sergent, matricule 75.537, 7° Région Militaire, 20 mars 1991, 15 ans 1 mois et 18 jours, 36 ans

Lire :

N'Dongo Adoubecrine, sergent, matricule 75.537, 7° Région Militaire, 20 mars 1991, 15 ans 3 mois et 18 jours, 36 ans

Le reste sans changement

ART.2. - Le chef d'Etat - Major Nationale est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Décision n° 807 du 7 avril 1993 portant acceptation de démission de personnel non - officier de la Gendarmerie Nationale.

ARTICLE PREMIER. - Les offres de démission présentées par les militaires de la Gendarmerie Nationale dont les noms et matricules suivent, sont acceptées

Leur radiation des contrôles de la République Islamique de Mauritanie pour l'année 1993.

- Nom et Prenom Mohamed Lemine, grade gendarme 3010, situation familiale d'un seul enfant, services à la date de radiation 03 ans, 02 mois et 09 jours

- Nom et Prenom Tijani Ould Mohamed, grade gendarme 1er échelon, matricule 3050, situation familiale de célibataire, Etats des services à la date de radiation 03 ans, 02 mois et 09 jours

- Nom et Prenom Ahmed Ould Mohamed, grade gendarme 1er échelon, matricule 3050, situation familiale de célibataire, Etats des services à la date de radiation 03 ans, 02 mois et 09 jours

ART.2. Ces militaires se soumettent à la décision qui le concerne, d'un bon d'ordre de déplacement, valables de droit, de leur résidence d'origine et de leur recrutement.

ART.3. - Le chef d'Etat - Major Nationale est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Décision n° 828 du 14 avril 1993 portant acceptation de démission d'un militaire de la Gendarmerie Nationale.

ARTICLE PREMIER - L'offre de démission présentée par le militaire de la Gendarmerie Nationale dont le nom et matricule suivent, est acceptée sa radiation des contrôles est fixée au 1er février 1993.

- Nom et Prenom Mohamed ould Moctar, grade gendarme 1er échelon, matricule 3114, situation familiale de célibataire, Etats des services à la date de radiation 03 ans, 02 mois et 0jour.

Ministère de la Justice

Actes Divers

ARRÊTÉ n°209 du 13 avril 1993 portant cessation définitive de fonction pour cause de décès d'un magistrat.

ARTICLE PREMIER - Est constaté à compter du 30 mai 1992, la cessation définitive de fonction pour cause de décès de feu Mohamed salem ould Mahboubi, magistrat, matricule 12294 M précédemment détaché au Ministère de la Culture et de l'Orientation Islamique

ART.2. - Le Présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Décret n° 31-93 du 14 avril 1993 portant nomination de certains Magistrats Titulaires.

ARTICLE PREMIER - Les Magistrats titulaires dont les noms suivent reçoivent, à compter du 07 février 1993 les affectations suivantes conformément aux indications ci-après :

1- COUR SUPRÊME

- Monsieur Iïmam o / Mohamed Naveh, matricule 11897 F, précédemment, vice Président de la Cour Suprême, est nommé président de la chambre Criminelle.
- M Atigh Habib o / Hamine, matricule 16009 A précédemment vice-Président de la Cour Suprême, est nommé Président de la chambre Sociale.

ART.2. - Ce militaire sera transporté et d'une feuille de route dans la limite de ses droits, d'affectation au lieu de son affectation.

ART.3. - Le chef d'Etat - M. Mohamed Ould Sidiyeh Nationale est chargé de l'exécution de la décision qui sera publiée au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

- Bouttar o / Baba précédemment Conseiller de Justice est nommé Conseiller Administrative.
- Monsieur. Moham matricule, 49360B précédemment Général Adjoint de l'Armée Nationale et Pénitentiaire, est nommé Président de la chambre Civile et Criminelle.
- Mohamed Lematricule Yehdhih, matricule précédemment Président de la Cour Suprême nommé conseiller
- Monsieur Sidi M matricule Mle 11 précédemment Président de la Cour Suprême nommé Conseiller

2- COUR D'APPEL DE

- Monsieur Chigh Saleh, matricule 49360B précédemment Président de la Cour Suprême est nommé Président de la chambre Criminelle.
- Monsieur Mohamed matricule 49 347 M précédemment Président de la chambre Civile et Criminelle nommé Président de la chambre Sociale.

Monsieur Mohamed Mahmoud o / Ghaly, matricule 21 718 F précédemment Président de la Chambre Civile du Tribunal de la Wilaya de Nouakchott, est nommé conseiller à la civile et Président de la Cour Criminelle

Monsieur Ahmed Mahmoud o / Mohamed, matricule 49 357 Y, précédemment Président de la Chambre Civile d'Aleg, est nommé Conseiller de la Chambre Civile

3 COUR D'APPEL DE NOUADHIBOU

Monsieur Eba o / Mohamed Mahmoud, matricule 50 538 G, précédemment Président de la Cour d'Appel de Nouadhibou, est nommé Président de la Chambre Mixte, Président de la Cour.

Monsieur Mohameden o / Mohamed, matricule 11 754 A précédemment Président de la Chambre Civile de Nouadhibou, est nommé Président de la Chambre Civile.

4 COUR D'APPEL DE KIFFA

Monsieur Sidaty o / Hamadi, matricule 11 824 B précédemment Président du Tribunal de la Moughataa de Timbédra, est nommé Président de la Chambre Civile, Président de la Cour

Monsieur Mohamed El Moustapha o / Ahmedou, matricule 12 304 Y, précédemment Conseiller près la cour d'Appel de Kiffa, est nommé conseiller à la Chambre Civile, Président de la cour Criminelle.

Monsieur Ismail ould Sid'El Moctar, matricule 4919 Avocat Général adjoint près la cour spécial de justice précédemment, nommé Président de la chambre mixte

Monsieur Mohamed Sid'Ahmed, matricule 11 824 B, précédemment Président de la Chambre Civile, est nommé Conseiller près la Cour Criminelle

5 TRIBUNAL DE NOUAKCHOTT

Monsieur Mohamed Moussa, matricule 49 330 T, précédemment juge d'Instruction de la Justice, est nommé Président de la Chambre Civile et Commerciale

Monsieur Hassena o / Mohamed, matricule 49 330 T, précédemment Président de la Chambre Civile de Nouakchott, est nommé Président du Tribunal de Travail

6 TRIBUNAUX DES

Monsieur Ahmed Cheikh, matricule 11 824 B, précédemment président du tribunal de la Moughataa de Sebkhah, est nommé Président du Tribunal de la Moughataa de Tevra

Monsieur Mohamed Baba, matricule 11 824 B, précédemment juge d'instruction du Tribunal de la Moughataa de Nouakchott, est nommé Président du Tribunal de la Moughataa de Tevra

Monsieur Mohamed M'Hamed, matricule 11 824 B, précédemment Président de la Chambre Civile de la Moughataa de Kank, est nommé Président du Tribunal de la Moughataa de Kank

ART 2 - Le présent Décret est publié au Journal Officiel et communiqué par

Ministère de l'intérieur, des Postes et Télécommunications

Actes Divers

ARRÊTÉ n° 199 du 7 avril 1993 portant détachement de plein droit de certains fonctionnaires.

ARTICLE PREMIER - Monsieur Khattar ould Cheikh Ahmed, Administrateur civil de 1^{re} classe, 1^{er} échelon (indice 1140) depuis le 1/1/91 et moussa Diagana Administrateur civil de 2^e classe, 4^e échelon (indice 1050) depuis le 1/11/92 sont détachés de plein droit pour exercer les fonctions des membres du gouvernement.

ART 2. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

ARRÊTÉ n° 200 du 7 avril 1993 constatant la cessation définitive de fonction pour cause de décès d'un inspecteur principal de police.

ARTICLE PREMIER - Est constatée la cessation définitive de fonction pour cause de décès à compter du 20 septembre 1992 de l'inspecteur principal de 1^{er} échelon, indice 850, matricule solde 11.269Y, Abdellahi ould Sid'Ahmed Ely, précédemment commissaire de police de l'arrondissement de Tévragh - Zeina.

ART.2. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

ARRÊTÉ n° 222 du 14 avril 1993 portant nomination et titularisation d'élèves inspecteurs de police.

ARTICLE PREMIER - Les élèves inspecteurs de la police dont les noms suivent et qui ont satisfait aux conditions de formation théorique et pratique, sont à compter du 18 avril 1993 nommés et titularisés inspecteurs de police.

**AU GRADE D'INSPCETUR I
ECHELON INDICE 560 ANCIEN**

- Oumar ould Samba
de police, de 2^e échelon
solde 11.475X
- Ely Salem ould Sid'Ahmed
échelon, indice 530.

**AU GRADE D'INSPECTEUR I
ECHELON INDICE 460**

- Ewa ould Nada, 1^{er} échelon, indice 410,
- Keneme Mamadou ould
échelon, indice 410,
- mohamed El Moustapha
de police, de 3^e échelon
solde 51.11411
- Ahmed ould Khalef
échelon, indice 380,
- El Ghassoum ould
Barkéol
- Alioune ould Khour
Mohamed El H
Abderrahmane, né
Ahmed ould Ahmed
Alioune ould Limar
Bab Ahmed ould El
Cheikna ould Diew
Ahmed Verid ou
Beyrouk, né en 1971
Mohamed Lemine
Atar
- cheibany ould
Nouakchott
- Mohamed salem ou
1970 à Nouakchott
- Mohamed Lemine ou
Magta Lahjar
- Mohamed Mahmoud
1970 à Atar
- Mohamedine ould
Boutilimitt

- Sid'Ahmed ould Issa

ART.2. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Ministère des Finances

Actes Réglementaires

Décision n°822 du 14 avril 1993 portant le versement de la contribution de la Mauritanie à l'O.M.V.S.

ARTICLE PREMIER - Est autorisé le versement de la somme de : cent dix huit millions trois cent trente deux mille huit cent trente deux (118.332.832) ouguiya au profit de l'organisation de mise en valeur du fleuve Sénégal (O.M.V.S).

ART.2. - la dépense est imputable au budget de l'Etat gestion 1993 budget Titre 30 chapitre 01 article 14 paragraphe 55. Ce montant sera viré au compte n° 774 - 20095 BICIS siège Dakar, Sénégal.

ART.3. - Le montant de cette décision sera exécuté en deux tranches.

ART.4. - Le Directeur du Budget et des Comptes et le directeur du Trésor sont, chargés, chacun en ce qui le concerne, du Présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Décision n°850 du 18 avril 1993 portant le versement de la contribution de la Mauritanie au profit de l'Organisation de mise en valeur d'Afrique des Caraïbes et du Pacifique (O.M.V.A.C.P.)

ARTICLE PREMIER - Est autorisée la somme de : dix millions de ouguiyas au profit de la Mauritanie au profit de l'Organisation de mise en valeur d'Afrique des Caraïbes et du Pacifique (O.M.V.A.C.P.)

ART.2. - La dépense est imputable au budget de l'Etat gestion 1993 Titre 30 chapitre 01 article 14 paragraphe 55. Ce montant sera viré au compte n°310-0520951-50/005 Banque de l'Etat Rond point Sehuman 81040 Dakar.

ART.3. - Le Directeur du Budget et des Comptes et le directeur du Trésor sont, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du Présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Ministère du Plan

Actes réglementaires

Décret 93-37 du 4 mars 1993 Portant création d'un compte d'affectation spéciale intitulé "subvention Française à l'ajustement structurel"

ARTICLE PREMIER - Il est créé un compte d'affectation spéciale intitulé "subvention Française à l'ajustement structurel" qui, dans la nomenclature de la comptabilité générale de l'Etat, porte le numéro 933.60.

ART.2. - En crédit, ce compte recevra des fonds de contrepartie en ouguiyas correspondant à des décaissements en devises effectués par la France et finançant des importations.

ART.3. - En débit, ce compte enregistrera les dépenses faites sur des opérations intéressant les secteurs suivants:

Santé.

- Education;
- Equipement urbain;
- Hydraulique et Génie civil;
- Infrastructures;
- environnement;
- Insertion et réinsertion.

ART.4. - Les comptes d'affectation spéciale définies par le présent décret sont soumis à la définition des comptes budgétaires de l'Etat et à la subvention française à l'ajustement structurel régie par les règles de la comptabilité publique. La loi de règlement 1993 n°10 du 15 mai 1993 relative aux opérations inscrites à ce compte.

ART.5. - Le Ministre du Plan et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime

Actes Réglementaires

Décret 93 - 058 du 22 avril 1993 complétant les dispositions de l'article 12 du décret 89-100 du 26 juillet 1989 portant règlement général d'application de l'ordonnance 88-144 du 30 octobre 1988 portant Code des Pêches Maritimes.

ARTICLE PREMIER - Les dispositions de l'article 12 du décret 89-100 du 26 juillet 1989 portant règlement général d'application de l'ordonnance n° 88-144 du 30 octobre 1988 portant code des pêche maritimes, telles que modifiées par les dispositions du décret 91 095/PCMSN du 30 juin 1991, sont complétées par le paragraphe (j) suivant :

- " J (nouveau) : Toutefois, par les impératifs liés à la préservation, à la conservation et à l'exploitation rationnelle des ressources halieutiques, le Ministre chargé des Pêches, peut déterminer,

à titre exceptionnel, par l'institution chargée de la pêche, des périodes pour tout ou partie de la juridiction mauritanienne

" La somme cumulée de la pêche ne peut excéder 1000 tonnes par an "

ART 2 - Le Ministre de l'Economie Maritime est chargé de l'application de l'article qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie

Ministère des Mines et de l'Industrie

Actes Réglementaires

ARRÊTÉ n° R - 051 du 21 avril 1993 autorisant la direction de l'Hydraulique à importer des substances explosives de France.

ARTICLE PREMIER - La présente autorisation est délivrée à la direction de l'Hydraulique, dans le cadre de son projet d'Hydraulique Rurale financé sur la subvention de l'ajustement structurel pour l'importation de France des substances explosives chez NITROBICKFORD suivant les qualités et désignations ci-après :

- 4 tonnes de dynamite NC 4
- 6 Km de cordeau isoltex 10
- 6.000 détonateurs électriques retard 1/2 seconde moyenne intensité -3M.

ART.2. - Cette autorisation n'est valable que pour une seule importation est fournie pour le transport de cette marchandise en Mauritanie suivant l'itinéraire Nouakchott - Aleg et Nouakchott - Sélibaby dans les dépôts de substances explosives de la direction de l'Hydraulique du Brakna et du Guidimaga.

ART.3. - La validité de l'autorisation est de six mois à compter de sa publication au Journal Officiel.

ART.4. - La direction de l'Hydraulique doit conformer aux dispositions de l'ordonnance n° 85-156 du 26 juillet 1977 et ses textes d'application.

ART.5. - Cette autorisation est soumise à un contrôle spécial tenu à la direction de l'Hydraulique.

ART.6. - Les Secrétaires d'Etat aux Ministères des Mines et de l'Industrie, de l'Energie, des Postes et Télécommunications, de la Défense Nationale sont tenus de veiller à ce que le présent arrêté soit publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Ministère du Développement Rural et de l'Environnement

Actes Réglementaires

ARRÊTÉ n° R-050 du 18 avril 1993 fixant les attributions des services et divisions de la direction administrative et financière du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement

ARTICLE PREMIER - Le Directeur Administratif et financier est chargé, sous l'autorité du Ministre du Développement Rural et de l'Environnement, de :

La gestion, le contrôle et le fonctionnement des services qui lui sont rattachés.

Le directeur Administratif et Financier est nommé par décret en conseil des Ministres sur proposition du Ministre de Développement Rural et de l'Environnement.

Il assure la gestion, le contrôle et le fonctionnement des services qui lui sont rattachés. Il est chargé :

La gestion de l'ensemble du personnel relevant du département

La formation continue de l'ensemble du personnel

De la centralisation des achats

de la préparation du budget du département

de la comptabilité, de la gestion financière et de l'exécution du budget du département

du suivi des financements extérieurs

de la comptabilité matière

du suivi des dossiers relatifs aux marchés

d'études, de fournitures et de travaux passés par le département

de la gestion et de la maintenance du matériel du département

ART 2. La direction Administrative et Financière comprend :

Le service des ressources humaines qui comprend :
la division du personnel
la division de la formation

Le service comptabilité et finances qui comprend :
La division de la comptabilité
La division de la gestion financière

Le service marchés et approvisionnement qui comprend :

La division des marchés
Le service logistique qui comprend :
La division de la gestion des stocks
La division de la gestion des transports

ART 3. Le Chef du service Administratif et Financier est chargé de la gestion du département sous l'autorité du Ministre du Développement Rural et de l'Environnement. Le service des ressources humaines comprend :

1°) La division du personnel
2°) La division de la gestion des ressources humaines
La division du personnel et de la carrière du personnel relevant du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement. Ce titre le chef de la division

de la constitution et de la documentation réglementaire et réglementaires des instructions et d'application concernant la mise en forme de la légalité des projets du personnel présent du département. de la mise en forme de la légalité des projets du personnel présent du département.

Elle est divisée en trois bureaux :

- 1°) Le bureau des dossiers et fichiers, chargé de la constitution des dossiers individuels du personnel, de leur tenue à jour et leur conservation.
- De l'établissement de répertoires généraux et particuliers et éventuellement des fichiers descriptifs de carrière ainsi que leur tenue à jour et leur conservation.
- 2°) Le Bureau de gestion: chargé de l'instruction et de la mise en forme des actes relatifs aux avancements d'échelon, de groupe, et de classe;
- De l'instruction et la mise en forme des actes concernant les congés et autorisations d'absence ainsi que les positions du personnel autre que l'activité (détachement, disponibilité, sur les drapeaux, hors cadres).
- 3°) Le bureau du contentieux, chargé des litiges relatifs au personnel et pouvant intervenir au niveau du département.

* La division de la formation continue est chargée de la préparation et du suivi des stages des séminaires, colloques et autres cadres de perfectionnement. Elle comporte deux bureaux:

- 1°) Le bureau d'organisation des sessions de formations et stages.
- 2°) Le bureau de la documentation relative à la formation continue.

ART.4.- Le service de la comptabilité Centrale est chargée sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier de l'élaboration du projet de budget de fonctionnement du Département en relation avec les directions Centrales et Délégations Régionales.

- Le Service de la Comptabilité Centrale exerce sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier, les attributions suivantes:

- Centralisation en forme et suivi de l'engagement des directions et délégations Régionales.
- Contrôle des dépenses rémunérées.
- Inventaire des dépenses du département.
- Comptabilité-matérielle.
- Centralisation des différents services.
- Tenue et gestion des dépenses ainsi que la notification au budget de leurs dépenses.
- Proposition d'actes administratifs et délégations régionales.

Le Service de la Comptabilité

- 1°) La division
- 2°) La division

* La division comptable comporte quatre bureaux :

- Bureau de suivi d'Etat
- Bureau de suivi investissement
- Bureau de suivi permanent au
- Bureau de suivi personnel au n

* La division de la comptabilité est chargée du suivi comptable des institutions extérieures. Le chef de la comptabilité est responsable des comptes de projets.

ART 6 - Le service mar
chargé de.

L'élaboration de marchés et de différents services sur le budget de l'Extrême-Orient (matériel d'assistance technique, fournitures, matériels, produits divers).

- L'élaboration de plans de gestion pour tous les marchés publics, en référence des consultations.

- De procéder aux appels d'offres groupés et ce d'une part des services et de respectives, d'a

- l'étude des p
- Le suivi des di
- de tous les ma
- l'exécution cor
- définitive

L'approvisionnement en matériel, matériel, fournitures et services relevant des projets en cours du pays et au n

- Le service comprend un
en quatre bureaux.

- 1°) Bureau de s
département s

- 2°) Bureau suivi
extérieur
- 3°) Bureau d'ap
département C
- 4°) Bureau d'ap
délégations ré

Cette Division comprend le garage central, l'atelier et le parc automobile.

ART 7 - Les délégations régionales disposent chacune d'un chef de service Administratif et Financier placé sous l'autorité du délégué régional. Il est chargé du suivi des opérations Administratives et Financières et rend compte de sa gestion au directeur Administratif et Financier.

ART 8 - Le Secrétaire Général du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

ARRÊTÉ n° 237 du 20 avril 1993 portant création, organisation et attributions de la cellule de Coordination Etat / privé

ARTICLE PREMIER. - Il est créé, auprès du cabinet du Ministre du Développement Rural et de l'Environnement, une cellule de Coordination Etat-Privé chargée des tâches suivantes:

- Coordination et liaison permanente entre le Ministère du Développement Rural et de l'Environnement et les opérateurs privés du milieu Rural;
- Etude des problèmes relatifs à la promotion du secteur privé dans le domaine du Développement Rural et de l'Environnement;
- Animation et conseil des organisations professionnelles agricoles.

ART 2 - Le conseiller technique chargé du suivi des campagnes et de la promotion du mouvement associatif orienté, anime et impulse les activités de la cellule de coordination Etat-/privé dont il est responsable.

- Sous son autorité, la gestion de la cellule de coordination état-privé est assurée par un secrétaire permanent nommé par arrêté du Ministre du Développement Rural et de l'Environnement.

ART 3 - Les relations de coordination Etat-privé avec les partenaires administratives sont assurées par le conseil des campagnes et de l'associatif, qui peut déléguer ou partie de cette a permanent

ART 4 Le Secrétaire Développement rural chargé de l'application publié au Journal Officiel de Mauritanie.

ARRETE n° 238 du 20 a création, organisation et Affaires Foncières et de

ARTICLE PREMIER. du Ministre du Dev l'Environnement, un bu de la Législation Rural tâches suivantes:

- Etudes et réflexions foncières et dom du Developpeme l'Environnement Participation à Réforme foncière Etude et vérific et économiques Rurales;
- Enquête socio-f d'intervention d Développement (aménagement ou associations
- Levée parcellai
- Réponses aux se centralos et rég foncières et dom

**Formation et information en matière
d'affaires foncières**

ART 2 - Le Conseiller Juridique chargé des Affaires Foncières oriente, anime et impulse les activités du Bureau des Affaires Foncières et de la législation Rurale dont il est le responsable

Son autorité, la gestion du Bureau des affaires foncières et de la législation Rurale est confiée à un coordinateur nommé par arrêté du Ministre du développement Rural et de l'Environnement

ART 3 - Les relations extérieures du bureau des affaires foncières et de la législation Rurale (liaisons et correspondances avec les partenaires extérieurs et les autorités administratives centrales et régionales) sont assurées par le conseiller juridique Chargé des affaires foncières qui peut déléguer, par note de service, tout ou partie de cette attribution au coordinateur

ART 4 - Le bureau des affaires foncières et de la législation Rurale comprend:

- Une section Juridique
- Une section enquêtes socio foncières.
- Une section de la coordination

ART 5 - LA Section Juridique est chargée de l'élaboration des textes à caractère législatif et réglementaire

ART 6 - La Section des Enquêtes Socio foncières est chargée de la conception, l'organisation et le contrôle des enquêtes socio foncières.

ART 7 - La section de la coordination est chargée de coordonner, contrôler et évaluer l'action des bureaux régionaux des affaires foncières créés au sein des délégations régionales

ART 8 - Les chefs de Section sont nommés par note de service du Ministre du Développement Rural et de l'Environnement sur proposition du conseiller juridique chargé des affaires foncières après avis du coordinateur

ART 9 - Le Secrétaire Général du Développement Rural est chargé de l'application de la loi n° 239 publiée au Journal Officiel de Mauritanie

ARTICLE n° 239 du 20 août 1992
creation, organisation et attributions de la Cellule de Planification

ARTICLE PREMIER - Il est créé, par arrêté du Ministre du Développement Rural et de l'Environnement, une cellule de

l'analyse économique et des politiques sectorielles.
Les programmes de planification sont suivis de l'ensemble des secteurs du Développement Rural.

ART 2 - Le conseiller chargé de la planification orientée, anime et impulse les activités de la cellule de planification

Sous son autorité, la cellule de planification est dirigée par un coordinateur nommé par arrêté du Ministre du Développement Rural et de l'Environnement

ART 3 - Les relations extérieures de la cellule de planification (liaisons et correspondances avec les partenaires extérieurs et les autorités administratives centrales et régionales) sont assurées par le conseiller chargé de la planification qui peut déléguer, par note de service, tout ou partie de cette attribution au coordinateur.

ART 4 - La Cellule de planification comprend les Sections

- La section des études économiques et politiques Rurales
- La section de la planification et du budgetisation et du suivi de l'ensemble des secteurs du Développement Rural.

ART 5 -Les missions de la section des études économiques et des politiques Rurales et de l'Environnement sont les suivantes:

- élaboration des politiques nationales et régionales de développement rural;
- politiques globales et sectorielles
- mise en évidence des contraintes
- proposition des mesures d'ajustement requises.
- planification et programmation de moyen terme du secteur rural et de l'environnement.
- réalisation ou supervision des études micro et macro-économiques nécessaires à la mise en oeuvre des programmes de développement.

ART 6 -Les missions de la section de la programmation,de la budgétisation et du suivi sont les suivantes:

- Collecte et traitement de toutes les données indispensables à l'analyse,à la conception et aux études:
- documentation générale et thématique
- environnement structurel et institutionnel
- milieu physique et démographique
- toutes statistiques sur les activités du milieu rural.
- programmation,suivi et évaluation de l'ensemble des projets de Développement Rural et de l'Environnement.
- élaboration et suivi, en collaboration avec la direction administrative et financière,des budgets de fonctionnement et d'investissement du Ministère du Développement Rural et de l'Environnement.
- Coordination des interventions auprès des bailleurs de fonds
- Suivi des requêtes, des décisions de financement et des décaissements effectués par les bailleurs de fonds.

ART 7 -Les chefs de sections sont nommes par note de service du Ministre du Développement Rural et de l'Environnement sur proposition du conseiller économique chargé de la planification, après avis du coordinateur.

ART 8 -Le Secrétaire Général du Développement Rural et de l'Environnement est chargé de l'application du présent Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Actes Divers

ARRETE n° 196 du 4 avril 1987
des délégués régionaux du Développement Rural et de l'Environnement

ARTICLE PREMIER -Sont nommés délégués régionaux du Développement Rural et de l'Environnement:
M. Mulick, docteur vétérinaire
Délégué Régional du Trarza
M. Kaitir, ingénieur principal
Délégué Régional du Brakna
M. Abderrahmane Ould Lima
Délégué Régional du Gorg
M. Ismail, ingénieur de l'économie
Délégué Régional du Guid
M. Lemine Ould Biha, docteur
Délégué Régional de l'Ass
M. Ould Amar, ingénieur principal
Délégué Régional du Hodh
M. Mohamed Mahmoud Ould
Délégué Régional de l'économie rurale.
Délégué Régional du Hodh
M. El Moctar Ould El Moust
Délégué Régional de l'Ad
M. Soulé, ingénieur de l'économie
Délégué Régional du Taga
M. Haïmida, ingénieur de l'économie
Délégué Régional de l'Inch
M. Salem Ould Maouloud, ingénieur
Délégué Régional de l'économie rurale.

ART 2 -Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires.

ART 3 -Le Secrétaire Général du Développement Rural et de l'Environnement est chargé de l'application du présent Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Ministère de l'Équipement et des Transports

Actes Divers

Décret n° 93-059 du 24 avril 1993. Portant nomination du Directeur Général Adjoint de la SOCOGIM.

ARTICLE PREMIER - Est nommé au Ministère de l'Équipement et des Transports à Compter du 27 janvier 1993.

ETABLIS

Directeur Général Adjoint
Ould Abdellahi, Ingenieur

ART 2. Le présent décret est publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Ministère de l'Éducation Nationale

Actes Divers

ARRÊTÉ n° 204 du 11 avril 1993 portant nomination et titularisation d'une Institutrice

ARTICLE PREMIER - Madame Marieme Mint Dahane Institutrice Adjointe Matricule 36194 Q de 3^e échelon Indice 500 depuis le 1^{er} juillet 1991 et qui a satisfait aux épreuves écrites et pratiques du certificat d'aptitude Pédagogique (C A P) session 1991-1992 est pour compter du 1^{er} juillet 1992 nommée et titularisée Institutrice de 1^{er} échelon Indice 560.

ART. 2. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Sidina Ould Ould
Ministère chargé de l'Éducation Nationale
Ahmed Ould Ould
Ministère de l'Éducation Nationale

Diabira Bakari
de la Communauté
Parlement.

Sidi Ould Ould
Ministère de l'Éducation Nationale
Lemrabott
Représentant
l'Orientation
Yéro Sylla, l'Éducation Nationale
l'I.L.N.

Décret n° 93-061bis du 28 avril 1993 Portant nomination du président et des membres du Conseil d'Administration de l'Institut des Langues Nationales.

ARTICLE PREMIER - Sont nommés Président et membres du Conseil d'Administration de l'Institut des Langues Nationales (I.L.N.) pour une durée de 03 ans.

Président :

- Monsieur Gnokane Demba, Directeur des Affaires Financières et du Matériel du Ministère de l'Éducation Nationale.

Membres :

- Abdellahi Ould Cheikh Sidiya, Représentant le Ministère du Plan.
- Mohamed Salem Ould Mohameden, Représentant le Ministère des Finances.

ART 2: Sont abrogés toutes dispositions contraires au présent décret.
88-028/PG/MEN du 13 mai 1988 du Président et des membres du Conseil d'Administration de l'Institut des Langues Nationales.

ART 3: Le Ministre de l'Éducation Nationale chargé de l'exécution du présent décret est publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Les membres nommés en raison de leurs fonctions perdent leur qualité de membres en même temps que les fonctions qui les ont fait désigner.

Les membres nommés sur proposition d'une organisation syndicale cessent de faire partie du Conseil si cette organisation en fait la demande.

En cas de vacance définitive d'un siège, il est pourvu dans les mêmes conditions que celle prévues par l'article 3 du présent décret. Le mandat du remplaçant prend fin lors du prochain renouvellement du Conseil.

ART 5 - Le Conseil Supérieur de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative se réunit sur convocation de son Président en session ordinaire au moins une fois par semestre, et en session extraordinaire, chaque fois que de besoin, à l'initiative de son Président ou à la demande des deux tiers de ses membres.

Le Conseil ne peut valablement émettre d'avis que si les deux tiers de ses membres au moins sont présents à l'ouverture de la première séance. Lorsque ce quorum n'est pas atteint, il en est fait mention au procès verbal et il est procédé à une nouvelle convocation dans un délai de huit jours. Le conseil délibère alors valablement quel que soit le nombre de membres présents.

ART 6 - Le Conseil Supérieur de la Fonction Publique et de la Réforme administrative siège soit en assemblée plénière, soit en commissions.

L'organisation et le mode de fonctionnement des commissions sont fixés dans le règlement intérieur.

Les séances du Conseil ne sont pas publiques et les membres du Conseil sont soumis à l'obligation de discrétion professionnelle.

Le président peut inviter, à titre consultatif, toute personne dont l'audition est de nature à éclairer le débat, notamment les directeurs d'administrations centrales ayant dans leurs attributions la gestion du personnel et concernés par la question examinée par le Conseil.

Les avis et recommandations du Conseil sont adoptés à la majorité des membres présents. En cas de partage des voix, Celle du Président est prépondérante.

ART 7 - Le Secrétariat du Conseil est assuré par la Direction de la Fonction Publique.

Un procès verbal est dressé par l'Assemblée plénière. Le Secrétaire de séance.

ART 8 - Le Conseil Supérieur de la Réforme Administrative et de la Fonction Publique.

ART 9 - Le Président du Conseil Supérieur de la Réforme Administrative et de la Fonction Publique.

ART 10 - Le Ministre du Travail, de la Jeunesse et de l'Éducation, de l'Exécution du présent décret. Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Actes Divers

ARRÊTÉ n° 201 du 10 mai 1993 des membres de la commission de vacances.

ARTICLE PREMIER - Les personnes désignées sont nommées à la présidence nationale des colonies.

PRESIDENT D'HONNEUR

Mme Le Secrétaire

Féminine : Mlle

1er VICE - PRESIDENT

Le directeur

Abdel Veta

2eme VICE - PRESIDENT

Le directeur

Télécommuni

ould Bouceif

PRESIDENT

Le directeur

sécurité socia

Bouh

SECRETAIRE GENERAL

Dr. Abderrah

Ministre de l'

SECRETAIRE GENERAL

Mohamed I.

responsable à

TRESORIER GENERAL

bih ould Abdel

TRESORIER GENERAL

Babah ould E

Arabe

COMMISSAIRE AUX

Coulibaly Sa

télévision de M

CONSEILLER JURIDIQUE

Sidi Mohamed

du contrôle la

de Législation

l'édition

MEMEBRES :

Bouna ould Cheikh, directeur de l'école 6 de
Nouakchott
Mariem M'Being, chef de service du
Développement social DAS
Sidi Mohamed ould Ahmed Salem, Ministère
de l'Équipement
djigo Mamadou Abdoul, D.J.E.P
Aly ould Abdellahi, radio Mauritanie
Ahmed ould Mohamed El Aghob,
gestionnaire de la Nouvelle Maison des
Jeunes

ART 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal
Officiel de la République Islamique de Mauritanie

**ARRÊTÉ n° 225 du 18 avril 1993 constatant le décès
d'un fonctionnaire**

ARTICLE PREMIER - Il est constaté à compter du
30/11/92 la cessation définitive de fonction pour cause
de décès du feu Mohamed Lemine ould Sidi
professeur licencié précédemment en service au
Ministère de l'Éducation Nationale depuis le 1/07/
86

ART 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal
Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**ARRÊTÉ n° 226 du 18 avril 1993 portant
nomination et titularisation d'un professeur licencié**

ARTICLE PREMIER - Madame Isselémha mint
Bayé, professeur de collège 6 échelon (indice 1000)
depuis le 10-7/90 titulaire de la maîtrise de
l'université de Nouakchott et ayant subi avec succès
un contrôle pédagogique réussi, est à compter du
5/11/91 nommé et titularisé professeur licencié 4°
échelon (indice 1050) AC néant

ART 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal
Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**ARRÊTÉ n° 227 du 18 avril 1993 portant nomination
et titularisation d'une technicienne supérieure de santé**

ARTICLE PREMIER - Madame M'barka mint
emba sage - femme diplôme d'État de 2° classe, 5°
échelon (indice 810) depuis le 1-08/90, titulaire du
diplôme de technicien supérieur de santé délivré par
Ministère Algérien de la Santé est nommée et
titularisée technicienne supérieure de santé de 2°
classe, 5° échelon (indice 810) à compter du 26/2/92
AC néant.

ART 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal
Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**ARRÊTÉ n° 228 du 18 avril 1993 portant
titularisation d'un professeur licencié**

ARTICLE PREMIER -
Isselmou professeur licencié depuis le 1/10/89, est
titularisé professeur licencié 1° échelon (indice 810)
AC 1an.

ART 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal
Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**ARRÊTÉ n° 229 du 18 avril 1993 portant
d'un fonctionnaire pour cause de décès**

ARTICLE PREMIER -
inspecteur des PTT considéré comme démissionnaire
abandon de poste.

ART 2 - Il restera redevable du montant des salaires
non payés.

ART 3 - Le présent arrêté sera publié au Journal
Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**ARRÊTÉ n° 231 du 18 avril 1993 portant
titularisation d'un professeur licencié**

ARTICLE PREMIER -
Mohamed Yahya, professeur licencié depuis le 1/10/86,
est titularisé professeur licencié 1° échelon (indice 810)
AC 1an

ART 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal
Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**ARRÊTÉ n° 232 du 18 avril 1993 portant
nomination et titularisation d'un fonctionnaire des
régies financières**

ARTICLE PREMIER -
inspecteur de trésor 2° classe depuis le 22/6/89, titulaire
du diplôme de technicien supérieur de services
nationaux administratifs, est à compter du 1-1/12/91
administrateur des régies financières 1° échelon (indice 760) AC 1an

ART 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal
Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Ministère de la Santé et des Affaires Sociales

ACTES DIVERS

ARRÊTE n° 208 du 13 avril 1993 portant ouverture d'un cabinet dentaire

ARTICLE PREMIER - Monsieur Ahmedou Ould Armiyaou est autorisé à ouvrir un cabinet dentaire à Nouakchott département de Tévragh-Zénia

ART 2 - Ce cabinet est placé sous la responsabilité technique du docteur Magid Hacen Ahmed Mahmoud qui y exercera son art à titre privé à l'exclusion de tout autre lieu

L'intéressé est soumis, dans le cadre de l'exercice à titre privé de sa profession, aux obligations de l'ordonnance 88.143 du 18 10 88 relative à l'exercice privé de la profession de Médecin, Pharmacien et chirurgien Dentiste

ART 3 - Nonobstant le non respect des ordonnances n°87.307 du 18 octobre 1988 d'application, notamment 1988 est susceptible d'être provisoire jusqu'à la constatée, soit le retrait de l'infraction comise en marche de l'établissement

ART 4 - Le Wali Général du Ministère Sociales, l'inspecteur directeur de la Protection, chacun en ce qui le concerne, arrête qui sera publié République Islamique

Ministère de la Culture et de l'Orientation Islamique

ACTES DIVERS

ARRÊTE n° R 048 du 7 avril 1993 abrogeant et remplaçant l'arrêté n° 96 en date du 1/6/88 portant création d'un institut islamique à Nouadhibou

Le présent arrêté, en vertu des dispositions de l'article 173 du décret n° 1/93 du 1/6/88, abrogeant et remplaçant l'arrêté n° 96 en date du 1/6/88 portant création d'un institut islamique à Nouadhibou

ART 1 - Le professeur Dr. Ould Cheikh Mohamed est autorisé à ouvrir un institut islamique à Nouadhibou sous le nom "Institut Mohamed Ould Cheikh Mohamed" lequel sera dispensée différentes sciences islamique et linguistique

ART 3 - Cet institut p modernes et technique

ART 4 - La supervision du personnel est confiée au Ministre

ART 5 - Le secrétaire d'Etat de l'Orient Islamique, Dakhil Nouadhibou, le concerne, de l'exécution, du Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie